

Zeitschrift: Schweizerische Zeitschrift für Geschichte = Revue suisse d'histoire =
Rivista storica svizzera

Herausgeber: Schweizerische Gesellschaft für Geschichte

Band: 45 (1995)

Heft: 4

Buchbesprechung: Les Editions de Minuit 1942-1955. Le devoir d'insoumission [Anne
Simonin]

Autor: Vallotton, François

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 02.04.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Realitäten, bestimmen Handlungsoptionen. Umgekehrt werden Ereignisse erst über ihre (inter-)subjektive Konstruktion im Schoss einer «Milieu-Öffentlichkeit» für dieses bedeutsam. So geht es weniger um *Einstellungen* zu bestimmten Tatbeständen, sondern um *Vorstellungen* von der sozialen Welt. Die Ermordung Rathenaus erscheint in dieser Perspektive als milieuspezifisches Konstrukt: Was für die einen der brutale und schändliche Mord an einem verdienten Staatsdiener war, war für andere die Befreiung von einem verräterischen, «fremdrassischen Novemberverbrecher». Diese weit auseinandergehenden Deutungen verweisen freilich auf ein objektives Strukturmerkmal der Weimarer Öffentlichkeit: ihre vom Kaiserreich übernommene scharfe Fragmentierung in unterschiedliche «Teilöffentlichkeiten», die den Konsens zur Ausnahme macht.

Asmuss' Medienanalyse ergibt eine ganze Reihe interessanter Ergebnisse: Er zeigt überzeugend, wie (fast) die ganze Öffentlichkeit von der Niederlage überrascht wurde. Besonders im Fall der Sozialdemokratie, die mit einem Schlag staatstragende Partei wurde, beeinträchtigte dieser Schock die Bereitschaft zu offensiv gestaltender Politik. Eindrücklich ist auch, wie die Bedrohung durch den Bolschewismus fast im ganzen Partienspektrum als Hauptgefahr empfunden wurde. Als Infiltration aus dem Osten, als Unterwanderung durch eine «fünfte Kolonne», als Speerspitze jüdischer Weltverschwörung oder als eigentumszersetzende Kraft wurde der Bolschewismus zwar unterschiedlich konnotiert. Er verstärkte aber generell die Maxime von Ruhe und Ordnung als erster Bürgerpflicht bis weit ins sozialistische Milieu hinein. Wie diese Ordnung *positiv* aussehen sollte, darüber bestand zwischen den «Systemparteien» und ihren Gegnern kein Konsens. So waren die Nutzniesser des allumfassenden Ordnungsgedankens die alten Eliten in Militär und Bürokratie.

Die Hauptthese schliesslich von der «Chancenlosigkeit» des Weimarer Staates begründet Asmuss mit der Präsenz einer von Anfang an ausgebauten nationalsozialistischen Ideologie in einem Teil der deutschen Öffentlichkeit. Die vielen Berührungspunkte zwischen den Rechtsradikalen und der bürgerlichen Rechten hätten bereits im Sommer 1919 den Zusammenbruch der Demokratie nur als Frage der Zeit erscheinen lassen. Dieses Argument greift zu kurz: Die NSDAP war bis 1923 eine weitgehend auf Bayern beschränkte putschistische Aussenseiterpartei. Ihr Erfolg und damit der Niedergang der Republik waren nur dank dem Zerfall des liberalen Milieus möglich, dessen Überläufer der NSDAP zur Massenbasis und zu gutbürgerlicher Dignität verhalfen. Diese Erosion der Mitte stand nach der Revolution 1918 keineswegs fest. Und sie fand in der relativ stabilen «Ära Stresemann» (1923–1929) auch nicht statt. Die Republik war von Beginn an bedroht. Verloren war sie erst, als nach 1929 die NSDAP zu einer Volkspartei des Protests wurde. Weimar war keine Totgeburt, aber «milieugeschädigt» von der ersten Stunde an.

Andreas Ernst, Berlin

Anne Simonin: **Les Editions de Minuit, 1942–1955. Le devoir d'insoumission.** Paris, IMEC, 1994, 528 p.

Depuis une dizaine d'années, l'histoire du livre et de l'édition est en pleine effervescence en France. Après la sortie de la monumentale *Histoire de l'édition française* en 4 volumes publiée par Roger Chartier et Henri-Jean Martin (1982–1986) – qui sert aujourd'hui de modèle pour des entreprises similaires en Grande-Bretagne, en Allemagne, aux Etats-Unis, en Espagne, en Italie et en Russie –, la

discipline a conquis son autonomie. Jean-Yves Mollier, auteur notamment de la magistrale analyse *L'argent et les Lettres. Histoire du capitalisme d'édition* (1988), présente dans une des dernières livraisons du *Bulletin de la Société d'Histoire Moderne et Contemporaine*¹ une synthèse bibliographique très précieuse des recherches les plus importantes de ces dernières années en France (travaux de maîtrise et de DEA inclus), comportant également une réflexion sur les grandes orientations méthodologiques de la discipline.

Parmi les études récentes, on signalera la thèse d'Anne Simonin sur les Editions de Minuit. Ayant pu bénéficier de l'ouverture intégrale des archives de la maison, l'historienne a pu reconstituer les premières années de cette aventure éditoriale, devenue quasi mythique. Les Editions de Minuit représentent en fait une expérience singulière: nées pendant la guerre dans la clandestinité, bénéficiant du formidable impact de leur premier titre paru – *Le Silence de la Mer* (1942) –, elles ont réussi à s'imposer à la Libération dans un monde éditorial largement préservé de l'épuration.

Concernant la genèse des Editions, cette monographie, qui recourt avec souplesse à de nombreux concepts de Bourdieu, accorde une attention soutenue à la place des principaux protagonistes dans le champ littéraire et politique de l'époque. Si l'aventure de Minuit est associée traditionnellement à Vercors (de son vrai nom Jean Bruller) et à son aura d'écrivain «né de la Résistance» – une réputation qu'il a su construire a posteriori –, Anne Simonin réhabilite l'importance du cofondateur, Pierre de Lescure, ancien catholique nationaliste, devenu depuis 1934 un intellectuel proche des communistes, collaborateur de diverses revues et membre de «l'écurie» Gallimard. Il fut, autant que Bruller, l'âme du projet d'éditions clandestines. Ne disposant pas des moyens du Parti communiste français (PCF) et voulant se distinguer d'une littérature de propagande privilégiant l'efficacité avant tout, tous deux veulent lier qualité, clandestinité et service libre de l'art. L'appui de Paulhan, important pourvoyeur de textes, permettra à Minuit de maintenir une certaine autonomie à l'égard du politique, même si c'est Eluard qui remplace Lescure au moment où celui-ci, engagé également pratiquement dans la Résistance, devra quitter Paris. Durant toute la guerre, la ligne éditoriale résidera dans une résistance humaniste, non violente mais sans ambiguïté face au nazisme: la maison invente ainsi «un art de publier» qu'elle réussit même à exporter, comme en témoigne les Editions «A la porte d'Ivoire» créées par François Lachenal.

Les années de l'après-guerre sont particulièrement intéressantes. Héritières d'un certain esprit de la Résistance, les Editions de Minuit, désormais sous la houlette du seul Vercors, s'opposent aux grandes maisons concurrentes compromises pendant l'Occupation. Prétendant dénier toute réalité au marché, elles publient surtout de la littérature de guerre. En 1947, exclusivement portée par les ventes de Vercors (qui représentent la moitié du chiffre d'affaires), l'entreprise, à la recherche d'une vraie politique de publication, se retrouve au bord de la faillite. Elle en sera préservée par l'entrée en scène d'un jeune homme, Jérôme Lindon, qui parvient grâce au capital financier et symbolique de sa famille (son beau-père, le financier Marcel Rosenfeld participa à l'organisation du maquis alors que son père Raymond fut écarté de sa profession d'avocat à cause du statut des juifs d'octobre 1940) à sauver l'affaire et à en prendre la direction. Avec l'aide entre autres de

1 *Le Bulletin de la S.H.M.C.*, 1994 / 3–4, pp. 35–72; avec des contributions également de Jean-François Botrel, Annie Prasseroloff, Elisabeth Parinet et Anne Simonin.

Paulhan et Lambrichs qui lui livrent des textes que Gallimard hésite à publier, Lindon dépoussière l'image de la maison et va asseoir progressivement l'autonomie littéraire de celle-ci. La revue *Critique* sera dans ce contexte un élément-clé dans la constitution d'une image de marque prestigieuse tant sur le plan national qu'international, les arrivées de Beckett (lancé par Minuit en 1951) et de Robbe-Grillet achevant de conférer à la «petite étoile» de Minuit son rayonnement.

Entre les politiques de Grasset – vendre le plus grand nombre d'ouvrages – et celle de Gallimard – où, grossièrement dit, *Détective* finance la *Nouvelle Revue Française* –, Lindon développe une troisième voie orientée vers le «grand public de qualité». A la mise au point de ce nouveau modèle éditorial se superpose le maintien d'une tradition de rupture. En ce sens, la prise de position contre la torture en Algérie – les Editions de Minuit éditant notamment *La question* de Henri Alleg – s'inscrit dans le droit fil de celui de la Résistance. Cependant, les «auteurs Minuit» traduisent un nouveau type d'insoumission qui se démarque de la définition sartrienne de l'écrivain engagé: prônant la dissociation de la littérature et de la politique, ils incarnent un nouveau type d'engagement désormais indépendant de leur œuvre.

On le voit, loin de se circonscrire à une analyse détaillée d'une maison d'édition, avec la litanie de ses auteurs et de ses productions, l'approche d'Anne Simonin se situe délibérément dans une perspective d'«histoire globale» convoquant aussi bien pour sa démonstration les dimensions économiques et sociales que littéraires et culturelles. Résistant au piège de la fascination que représente un tel sujet et un tel corpus, elle a su intégrer ces multiples approches avec l'apport de sources externes (correspondances, Fonds Paulhan, Archives Gallimard) tout en donnant souvent la parole à de nombreux témoins survivants. On ne peut que souhaiter découvrir bientôt la suite de cette histoire dont le sommaire comprendrait, entre autres, l'institutionnalisation du Nouveau Roman et l'élargissement vers les sciences sociales.

François Vallotton, Berne

Louise Weiss, l'Européenne. Lausanne, Centre de recherches européennes / Fondation Jean Monnet pour l'Europe, 1994, 593 p.

A première vue, l'histoire de la construction européenne, comme l'histoire tout court, est jalonnée de figures masculines. Or, on se rend mieux compte maintenant du degré d'occultation que recèle cette approche traditionnelle. Nombreuses furent en effet – et sont encore – les femmes qui vouèrent leur existence à la cause de la paix, et sans lesquelles l'Europe ne serait pas entièrement ce qu'elle est aujourd'hui. L'une des récentes livraisons des fameux «cahiers rouges», dont Henri Rieben est le maître d'œuvre, est consacrée précisément à l'une des plus illustres de ces femmes: Louise Weiss.

Riche en iconographie et fac-similés (dans la tradition de la collection), l'ouvrage l'est aussi en témoignages – précieux – de collaborateurs et d'intimes de la grande Européenne, disparue en 1983 (un court recueil de témoignages avait déjà paru dans la même collection en 1989). Une large place est faite à la généalogie de sa famille, qui est un fragment d'Europe à elle seule (l'Alsace du côté de son père; juifs d'Alsace, de Bade, de Bohême, de Saxe, de Bavière, de Franconie, d'Autriche, etc. du côté de sa mère).

Par ailleurs, l'ouvrage montre bien comment l'itinéraire de Louise Weiss (née en 1893) est inséparable de la prise de conscience directe des ravages de la guerre en